
ÉTUDE DES CRÉDITS

2015-2016

Demande de renseignements généraux



Avril 2015

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographes, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant:
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014- 2015, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :
- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

16.

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014- 2015 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale.
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2015-2016.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2015-2016;
 - c) par catégorie d'âge.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.
- Ventiler le montant total par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32. La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.
34. Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.
35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.
36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

39. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
41. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés;
 - c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.
42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
43. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
44. Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
45. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
46. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.
47. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- 50.
- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
 - b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
51. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
52. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre:
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sir ;a révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2015-2016.

53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
54. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 1

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates du départ et du retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec ventilation par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - le détail de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emploi estimé.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

1^{er} voyage

a) les endroits et dates du départ et du retour;

Endroit : St John's, Terre-Neuve et Labrador

Départ : le 29 avril 2014

Retour : le 1^{er} mai 2014

b) la copie des programmes et rapports de mission;

Assister à une réunion de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière.

c) les personnes rencontrées;

Membres de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière en provenance des dix provinces et des trois territoires du Canada.

d) le coût (avec ventilation par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc);

2 771 \$ (Ce montant inclut tous les frais, pour deux personnes)

e), f), g) et h) Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

2^e voyage

a) les endroits et dates du départ et du retour;

Endroit : Ottawa, Ontario

Départ : le 5 octobre 2014

Retour : le 8 octobre 2014

b) la copie des programmes et rapports de mission;

Assister à la Conférence nationale de l’Institut des auditeurs internes (IIA – Canada)

c) les personnes rencontrées;

Membres de l’Institut des auditeurs internes en provenance des dix provinces et des trois territoires du Canada.

d) le coût (avec ventilation par poste : frais de déplacement, frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc);

1 759 \$ (Ce montant inclut tous les frais, pour une personne)

e), f), g) et h) Ces sous-questions ne semblent pas pertinentes à l’exercice de l’étude des crédits.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 2

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- b) les coûts ventilés;**
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère pour le dirigeant d'organisme en 2014-2015.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 3

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- b) le nom des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire ;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Mode d'octroi des contrats : Les contrats qui concernent la campagne MaPaye ont été octroyés par appel d'offres public (par l'entremise du Centre de services partagés du Québec). Tous les autres contrats ont été octroyés de gré à gré.		
RÉPONSE À CETTE DEMANDE :		
Fournisseur	But visé	Montant
Médias		
Centre de services partagés du Québec	Placements publicitaires	
(Service de la publicité gouvernementale)	Campagne sur la hausse du salaire minimum	20 125 \$
	Placements ad hoc	10 611 \$
Ministre des Finances du Québec	Parution d'information dans la Gazette officielle	458 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

Commandites		
Au bas de l'échelle	Contribution à l'organisme pour la promotion des normes du travail (Entente de partenariat pour l'année 2014-2015)	20 000 \$
Association des restaurateurs du Québec	Entente de partenariat pour 2014-2015 (six chroniques d'information dans la revue de l'organisme, bannières Web et courriel dédié aux membres de l'ARQ).	16 800 \$
Conseil québécois du commerce de détail	Entente de partenariat pour 2014-2015 (trois chroniques juridiques traitant des différentes dispositions de la Loi sur les normes du travail dans le magazine « Le Détaillant »).	10 500 \$
Association des ressources intermédiaires d'hébergement du Québec (ARIHQ)	Entente de partenariat 2014-2015 (dans le site Web de l'organisme : quatre chroniques sur les normes du travail, page institutionnelle de la CNT et logo).	4 000 \$
Association québécoise de la distribution de fruits et légumes (AQDFL)	Entente de partenariat 2014-2015 (diffusion d'un courriel promotionnel portant sur les normes du travail, publicité double page dans la revue annuelle de l'organisme et encarts dans les envois postaux destinés aux membres).	4 975 \$
Regroupement québécois des résidences pour aînés (RQRA)	Entente de partenariat 2014-2015 (trois chroniques dans le bulletin électronique de l'organisme et logo cliquable dans le site Web de l'organisme).	3 350 \$
Association des terrains de Camping du Québec	Entente de partenariat 2014-2015 (quatre chroniques, deux dépêches et envois courriel à leurs membres et présence d'un représentant de la CNT à leur événement annuel).	3 500 \$
Association canadienne de la paie	Entente de partenariat 2014-2015 (Publicité d'une demi-page français-anglais dans la revue Le Dialogue, logo et mentions dans diverses publications).	2 500 \$
Université de Montréal	Remise d'une bourse d'études à un étudiant	2 000 \$
Université Laval	Remise d'une bourse d'études à un étudiant	2 000 \$
Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)	Entente de partenariat 2014-2015 (Promotion de la journée HP dans son site Web, dépêches dans son bulletin électronique, deux courriels dédiés à ses membres).	1 500 \$

Fournisseur	But visé	Montant
Compétence Québec	Entente de partenariat 2014-2015 (trois publicités d'un quart de page dans le bulletin de l'organisme et plusieurs éléments de visibilité lors des Olympiades).	6 000 \$
Association des centres locaux de développement du Québec (QCLDQ)	Protocole d'entente pour une commandite de leur 16 ^e congrès annuel les 28, 29 et 30 mai 2014.	1 500 \$
Total des dépenses 2014-2015		109 819 \$

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 4

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Événement 1

Journée thématique sur le harcèlement psychologique tenue le 12 juin 2014

a) Les sommes dépensées pour 2014-2015 : 68 173\$ (les revenus de l'événement totalisaient 92 250 \$).

b) Le but visé

Marquer le 10^e anniversaire de l'entrée en vigueur des dispositions sur le harcèlement psychologique dans la Loi sur les normes du travail et partager l'expertise acquise par la Commission au cours des dix dernières années, et ce, dans un objectif de sensibilisation à la prévention et à la prise en charge des conflits.

g) Liste des fournisseurs

Fournisseurs	Mode d'octroi du contrat
Plaza Québec (location de la salle et repas)	Gré à gré
Inscript (inscription en ligne)	Gré à gré
M. Xavier Dachez (photographe)	Gré à gré
Concert Plus (audio-visuel)	Gré à gré
M. Stéphan Bureau (animateur)	Gré à gré
Mme Dominique Jarvis (conférencière)	Gré à gré
Me Jean-Yves Brière (conférencier)	Gré à gré
Me Isabelle Cantin (conférencière)	Gré à gré
Me Guy Poirier (conférencier)	Gré à gré
Éditions Yvon Blais (livre)	Gré à gré
Copies de la Capitale (impression de documents)	Appel d'offre sur invitation
Reprographic (signalisation)	Gré à gré
Brad inc. (capsule promotionnelle)	Gré à gré

Événement 2
Journée rencontre des cadres et des chefs d’équipe tenue le 15 octobre 2014

a) Les sommes dépensées pour 2014-2015
Les dépenses pour cet événement ont été de 10 343 \$.

b) Le but visé
Cette activité, qui s’est déroulée sous le thème du travail d’équipe, visait à :

- **Échanger avec des collègues et les membres de la haute direction;**
- **Connaître les grandes priorités à la Commission;**
- **Recueillir les commentaires sur la proposition du plan stratégique.**

g) Liste des fournisseurs

Fournisseurs	Mode d’octroi du contrat
Mme Isabelle Fontaine (conférencière)	Gré à gré
3 E Événement. Expérience. Émotion. (location de la salle)	Gré à gré
SonoConcept (audio-visuel)	Gré à gré
Équilibre Boutique-Traiteur (pauses et repas)	Gré à gré
Publicité Cantin (équipement)	Gré à gré

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 5

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisés par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

a et b) Les sommes dépensées en 2014-2015 en formation de communication organisées par la Commission : aucune.

d), e), g) et h) Formation de communication organisée par une firme externe :

Titre de la formation	Fournisseur	But visé	Coûts
Négociation et gestion des conflits	Université du Québec à Chicoutimi	Favoriser le développement des compétences	341,92 \$
Corriger les anglicismes et enrichir vocabulaire	Accent formation	Favoriser le développement des compétences	350,00 \$
Mieux communiquer pour mieux collaborer	Ordre des administrateurs agréés	Soutenir l'acquisition des habiletés de gestion	37,51 \$
Parler la même langue que votre graphiste	Allias Formation	Favoriser le développement des compétences	667,50 \$
Faites mieux passer idées dans votre organisation	Ordre des CPA (contrôle parlement)	Favoriser le développement des compétences	0,00 \$

Les sommes totales dépensées en 2014-2015 en formation de communication est de **1 396.93 \$.**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 6

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés:

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions 2015-2016;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Liste des dépenses en formation de communication organisées par la Commission en 2014-2015 : aucune.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 7

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en incluant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Altova	Licence du logiciel "Altova StyleVision 2014 Enterprise", incluant l'assistance technique pour une année	1 720,94 \$	Négocié de gré à gré
Articulate	Logiciel "Articulate Storyline 2"	1 661,66 \$	Négocié de gré à gré
Aspose	Logiciel "Aspose Words for .NET"	3 359,92 \$	Négocié de gré à gré
Axure Software Solutions Inc.	5 licences du logiciel "Axure RP Pro"	2 904,97 \$	Négocié de gré à gré
Barracuda Networks inc.	Renouvellement de "Energize Update du Barracuda" pour la période du 19 octobre 2014 au 18 octobre 2015.	1 276,81 \$	Négocié de gré à gré
CBT Nuggets	Formation technique en ligne	1 654,45 \$	Négocié de gré à gré
PDF Tools AG	Assistance technique et mise à jour des licences "PDF Tools AG".	1 024,54 \$	Négocié de gré à gré
Sencha inc.	5 licences pour développeurs du logiciel "Sencha Architect 3.x"	2 214,58 \$	Négocié de gré à gré
ZOHO Corporation	Frais annuels d'inscription pour l'application "ManageEngine" du 29 août 2014 au 29 août 2015.	2 283,01 \$	Négocié de gré à gré
ACLDQ Association des centres locaux de développement du	Protocole d'entente entre la CNT et l'Association des centres locaux de développement du Québec (l'ACLDQ) pour une	1 500,00 \$	Négocié de gré à gré

Québec	commandite pour leur 16e congrès annuel 2014.		
ALFID Services immobiliers Ltée.	Modification de l'éclairage du local 14.21 au 500, boul. René-Lévesque Ouest comprenant le matériel, la main-d'oeuvre, l'équipement et les frais d'administration.	4 308,90 \$	Négocié de gré à gré
ALFID Services immobiliers Ltée.	Remplacement de l'éclairage au 25e étage du 500, boul. René-Lévesque Ouest.	1 174,48 \$	Négocié de gré à gré
Altova	Licence du logiciel "Altova StyleVision 2014 Enterprise", incluant l'assistance technique pour une année	1 720,94 \$	Négocié de gré à gré
AQDFL-Association québécoise de la distribution de fruits et légumes	Entente de commandite 2014-2015.	4 975,00 \$	Négocié de gré à gré
Articulate	Logiciel "Articulate Storyline 2"	1 661,66 \$	Négocié de gré à gré
Aspose	Logiciel "Aspose Words for .NET"	3 359,92 \$	Négocié de gré à gré
Association canadienne de la paie	Entente 2014-2015 de commandite.	2 500,00 \$	Négocié de gré à gré
Association des restaurateurs du Québec	Entente de commandite pour l'année 2014-2015.	16 800,00 \$	Négocié de gré à gré
Association des terrains de camping du Québec	Entente de commandite 2014-2015.	3 500,00 \$	Négocié de gré à gré
Au bas de l'échelle	Entente de commandite 2014-2015.	20 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Axure Software Solutions Inc.	5 licences du logiciel "Axure RP Pro"	2 894,97 \$	Négocié de gré à gré
Barracuda Networks inc.	Renouvellement de "Energize Update du Barracuda" pour la période du 19 octobre 2014 au 18 octobre 2015.	1 276,81 \$	Négocié de gré à gré
BELL Canada	Renouvellement du Service Agreement ID 1040 1975 9380 pour les licences HP Data Protector pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015.	4 605,92 \$	Négocié de gré à gré
BELL Canada	Garantie pour châssis HP : USE908KEPL.	2 093,68 \$	Négocié de gré à gré
BON-AIR Refrigération inc.	Remplacement d'une valve sur un climatiseur défectueux de la salle des serveurs du siège social.	4 411,47 \$	Négocié de gré à gré
BRAD inc.	SAP-2015-03: Services administratifs et de gestion de projet pour le tournage d'une capsule promotionnelle dans le cadre de la journée thématique 2015.	5 000,00 \$	Négocié de gré à gré

CBT Nuggets	Formation technique en ligne	1 654,45 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	SADE pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015.	23 790,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Services professionnels pour la campagne maPaye été 2014.	14 998,50 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Centre de services partagés du Québec	Entente concernant l'offre de formation dans le cadre de la mise à niveau des logiciels des postes de travail. Volet " Transition vers Office 2013 et Windows 8.1".	11 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Entente de service avec le CSPQ pour l'obtention des services d'une répondante en harcèlement psychologique pour la période du 21 avril 2014 au 31 mars 2015.	10 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Entente de services 2014-0702-01-00 Plateforme applicative sur ordinateur central (PFAOC). Période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015	9 095,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Entente de service informatique en TI Relais de courrier électronique no. 2014-0702-16-00. Période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015.	4 944,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Licences, droits d'auteur pour la transmission électronique de la revue de presse pour l'exercice financier 2014-2015.	2 064,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Centre de services partagés du Québec	Convention de garde de documents technologiques 2014-2015.	1 625,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Renouvellement Suite SAS PC du 2014-12-01 au 2015-11-30.	1 484,00 \$	Négocié de gré à gré
Centre de services partagés du Québec	Achat de 2 tapis pour les présences sur le territoire (kiosque).	1 256,40 \$	Négocié de gré à gré
COBA, logiciels de gestion inc.	Licence d'utilisation et COBA Bibliothèque 5.0 - Interface Internet de base. Pour la période du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015.	8 150,00 \$	Négocié de gré à gré
Communication Démo inc.	Revue de presse écrite en format électronique et rétroinformation de presse électronique 2014-2015.	18 000,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Compugen inc.	Services d'assistance technique de base (Basic support) pour vCenter Server 5 standard - 31 licences.	22 334,21 \$	Négocié de gré à gré
Compugen inc.	Licences pour Visio Standard 2013.	11 639,52 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Compugen inc.	Services d'assistance de base (Basic Support) pour vCenter Server 5 Standard - 6 licences.	5 674,69 \$	Négocié de gré à gré

Compugen inc.	Renouvellement de maintenance pour "Trendmicro Enterprise Security for Endpoints and Mail Server" . Période du 1er août 2014 au 31 juillet 2015.	4 697,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Compugen inc.	Assurance logiciel d'un an pour Windows Entreprise 8.1 - 30 licences.	1 582,80 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Compugen inc.	4 licences de support de base pour "Vmware vSphere Standard".	1 190,76 \$	Négocié de gré à gré
Concert plus inc.	Matériel audio-visuel requis pour la journée thématique du 12 juin 2014.	3 559,64 \$	Négocié de gré à gré
DELL Canada inc.	30 Micro-ordinateurs de table Dell Optiplex 7010 SFF Intel Core i5-3470. Installation et configuration du BIOS en usine. Garantie de 3 ans sur place.	15 624,70 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
DELL Canada inc.	15 Ordinateurs portables Dell Latitude E5530, incluant notamment ; Processeur Intel Core i5-3320M (2,6 GHz) ou i5-3340M (2,7 GHz) ou i5-3360M (2,8GHz) ou i5-3380M (2,9 GHz) ou supérieur.	13 339,65 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
DELL Canada inc.	15 Micro-ordinateur de table Dell Optiplex 7010 SFF, processeur Intel Core i5-3470 (3.2 GHz) ou supérieur; une barette de mémoire de 4 Go ou 2 X 2 Go; Garantie de 3 ans, service sur place.	8 851,35 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
DELL Canada inc.	10 Micro-ordinateurs de table Dell Optiplex 7010 SFF incluant notamment Installation et configuration du BIOS en usine et une garantie de 3 ans avec service sur place.	6 312,50 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
DELL Software Canada inc.	Licence "Toad" pour Oracle, version de base.	4 204,00 \$	Négocié de gré à gré
DELL Software Canada inc.	Assistance technique pour "Toad", version de base pour Oracle. Période du 2014-11-30 au 2015-12-15.	1 895,97 \$	Négocié de gré à gré
Distribution café express	Cafetière expresso Jura F50.	1 603,90 \$	Négocié de gré à gré
Éco entreprises Québec (EEQ)	Contribution à Éco Entreprise Québec, tarif 2013.	3 304,20 \$	Négocié de gré à gré
Éco entreprises Québec (EEQ)	Contribution à Éco Entreprise Québec, Tarif 2014.	2 560,00 \$	Négocié de gré à gré
Édifice les Façades inc.	Contrat d'entretien ménager du Siège social au 4e, 6e et 7e étage pour la période du 1er mai 2014 au 31 mars 2015.	7 462,40 \$	Négocié de gré à gré
Enveloppes Demers inc.	Impression de 5000 Enveloppes 4" X 9" avec fenêtre pour le Centre juridique de Québec.	1 119,20 \$	Appel d'offres sur invitation

FCCQ, Fédération des chambres de commerce du Québec	Entente de commandite 2014-2015.	3 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale	Location d'un espace à l'EXPO-FIHOQ 2014, qui aura lieu à la Place Bonaventure les 29, 30 et 31 octobre 2014.	1 790,00 \$	Négocié de gré à gré
Fondation des sourds du Québec	SAP-2014-15: Production d'un DVD en langue des signes québécoise (LSQ), portant sur les normes du travail et destiné aux personnes sourdes.	3 211,00 \$	Négocié de gré à gré
FUJITSU Conseil (Canada) inc.	Renouvellement du contrat de support technique de la licence Macroscope pour la période du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015.	4 622,62 \$	Négocié de gré à gré
Groupe Entreprises en santé	Location d'un espace au Rassemblement pour la santé et le mieux-être en entreprise au Palais des congrès de Montréal le 26 mai 2015.	1 327,50 \$	Négocié de gré à gré
Groupe Tac com	SAP-2014-18: Services théâtraux pour la journée thématique sur le harcèlement psychologique se tenant le 18 juin 2015.	6 830,00 \$	Négocié de gré à gré
Henri Grondin	SAP-2014-19: Services professionnels pour expertise en comités paritaires.	20 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Hewlett Packard (Canada) ltée.	Renouvellement du contrat de soutien "HP Data Protector SAID 1035 8378 2624" pour la période du 2014-08-01 au 2015-07-31.	8 791,20 \$	Négocié de gré à gré
Hypertec systèmes inc.	Acquisition de fournitures informatiques: "627812-B21 : HP Low Power kit - DDR3 - 16 GB - DIMM 240-pin - 1333 MHz / PC3-10600 - CL9 - registered - ECC (48x)".	15 120,00 \$	Négocié de gré à gré
Hypertec systèmes inc.	Acquisition de fournitures informatiques: "C2960S-STACK: Cisco FlexStack - Network stacking module - expansion slot Câble inclus : 1 x stacking cable (externe) - 1.6 ft. (2x) WS-C2960S-48LPS-L: Cisco catalyst 2960S-48LPS-L - Switch - managed - 48 X 10/100/1000 (PoE) + 4 X rack-mountable - POE. (2x)".	7 910,00 \$	Négocié de gré à gré
Hypertec systèmes inc.	Article 210-AAYI - Ordinateur portable Dell Precision M6800 Base CTO.	3 050,00 \$	Négocié de gré à gré
Hypertec systèmes inc.	Acquisition de quatre moniteurs "ViewSonic TD2340 - LED monitor - 23" - Multi-Touch".	1 982,00 \$	Négocié de gré à gré

Hypertec systèmes inc.	Acquisition de fournitures informatiques: "AJ764A: HP StorageWorks 82Q - Host bus adapter - PCI Express x 8 low profile - 8 GB Fibre Channel x 2 Dual ports".	1 397,00 \$	Négocié de gré à gré
Immostar inc.	Remplacement d'une porte d'entrée double d'aluminium à la direction régionale de Matane comprenant l'achat et l'installation.	4 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Imprimerie Litho-Chic inc.	Impression de 35 000 brochures "Les normes du travail au Québec, octobre 2014".	12 705,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie provinciale inc.	Impression de 6000 brochures "Ma plainte est confiée à un avocat. Que se passe-t-il maintenant".	1 625,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie Raymond Simard inc.	Impression de l'affiche " Ici on emploie le respect. (4 500) et impression du dépliant " Le harcèlement psychologique au travail. Comprendre. Prévenir. " (18 000).	1 854,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie sociale	Réimpression sans modification de la pochette administrative standard de la Commission. (6 250)	2 865,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie sociale	Impression de 2000 pochettes administratives accordéon de la Commission.	1 769,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie sociale	Impression de la brochure " Les normes du travail au Québec et les domestiques résident chez l'employeur ". (1 800) et impression de la brochure " Labour Standards in Québec and domestics residing with their employer ". (2 800).	1 297,20 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	Impression de 4 000 brochures " Labour standards in Québec, October 2014 ".	2 692,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.	Impression tête-bêche des brochures "Travailleurs étrangers temporaires. Connaissiez-vous vos conditions de travail au Québec ?" et "Trabajadores extranjeros temporales. Conoce usted las condiciones de trabajo en Québec ?" (12 000).	2 640,00 \$	Appel d'offres sur invitation
INEO inc.	Location d'un espace au Salon national de l'éducation, à la place Bonaventure de Montréal, les 15 et 16 octobre 2015.	2 210,00 \$	Négocié de gré à gré
Informatique EBR inc.	Acquisition de fournitures informatiques: "(627812-B21) - HP KIT 1X16GB DUAL RANK X4 DDR3. (12x)".	5 944,00 \$	Négocié de gré à gré

Informatique EBR inc.	Acquisition de fournitures informatiques: "CISCO CATALYST 3560V2 48 10/100 POE".	5 219,00 \$	Négocié de gré à gré
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau de la Montérégie).	1 900,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau de Montréal).	1 800,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau de Laval).	1 250,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau de Lanaudière).	1 250,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau des Laurentides).	1 250,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Iron Mountain Canada Corporation	2014/12/15 au 2017/10/31: Destruction sur place de documents confidentiels (Bureau de l'Estrie).	1 000,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
ISIOS-PPM inc.	SAP-2014-13 : Validation des processus et des outils de gestion de projets RI et de gestion de portefeuille de projets RI en place.	7 000,00 \$	Négocié de gré à gré
J.B. Deschamps inc.	Impression du formulaire suivi d'inspection. (5 000)	1 425,00 \$	Appel d'offres sur invitation
J.B. Deschamps inc.	Impression des chèques de réclamation de salaire. (5 000)	1 314,00 \$	Négocié de gré à gré
Joseph Clermont inc.	Impression de 10 000 Chemises beige format légale pour enquête.	3 325,00 \$	Négocié de gré à gré
Joseph Clermont inc.	Impression de chemises canari à onglet latéral format légal, Z-1203 : Chemises grises onglet latéral format légal, Z-1182 : Chemises vertes onglet latéral format légal, Z-1206 : Chemises bleues onglet latéral format légal (1 000 ch).	2 434,00 \$	Négocié de gré à gré
Joseph Clermont inc.	Impression de chemises en carton pressboard : Roussâtre et vert (250 ch).	1 470,00 \$	Négocié de gré à gré
JPDL International inc.	Location d'un espace au salon Grand Rendez-vous santé et sécurité du travail 2014 au Palais des congrès de Montréal les 12 et 13 novembre 2014.	1 735,00 \$	Négocié de gré à gré

K2 Impressions	Impression de la brochure " Les normes du travail au Québec, mai 2014 " .(35 000) et impression de la brochure " Labour Standards in Québec, May 2014 ". (4 000)	14 976,00 \$	Appel d'offres sur invitation
K2 Impressions	Impression de la brochure " Les normes du travail au Québec et les travailleurs agricoles ". (15 000)	2 197,50 \$	Appel d'offres sur invitation
Konica Minolta business solutions (Canada) ltd.	2015-02-01 au 2020-01-31 : Location imprimante multifonctions couleur bizhub C364e de Konica Minolta, incluant module de télécopie	9 687,40 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Konica Minolta business solutions (Canada) ltd.	2015-02-01 au 2020-01-31 : Location imprimante multifonctions monochrome bizhub 454e de Konica Minolta.	6 207,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Laflamme & associés audioprothésistes inc.	Prothèse auditive /Oticon/Style: Contour/ Modèle: CHILI SP5 incluant garantie de 24 mois et accessoires	4 300,00 \$	Négocié de gré à gré
Les copies de la Capitale inc.	Impression d'un cahier du participant de 60 pages pour la journée thématique portant sur le harcèlement psychologique au travail 2004-2014. (450)	1 394,42 \$	Appel d'offres sur invitation
Les éditions touristiques	122 agendas 2015	1 297,50 \$	Négocié de gré à gré
Les entreprises J. Montminy inc.	10 Insignes 2 1/4 fini or, fond sable relief poli signature du département en bas avec Québec drapeau, gravure du matricule.	1 091,50 \$	Négocié de gré à gré
Les gestions Taïga inc.	Contrat d'entretien ménager de la cuisine et la salle à manger pour la période du 01 avril 2014 au 31 mars 2015 à St-Romuald.	1 150,03 \$	Négocié de gré à gré
Malenfant Dallaire, S.E.N.C.R.L.	Audit des livres.	15 600,00 \$	Négocié de gré à gré
Marquis imprimeur inc.	Impression de 1 200 livres "Interprétation et jurisprudence", août 2014.	6 720,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Me Amina Khouah	SAP-2014-16: Services juridiques afin de procéder à une recherche en solvabilité et, si nécessaire, à l'exequatur et à l'exécution forcée d'un jugement.	15 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Micro Logic	Acquisition de fournitures informatiques: "HP Virtual Connect 8GB-20-port Fibre Channel Module for c-Class BladeSystem. Code du produit # 572018-B21".	17 180,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Micro Logic	Acquisition de fournitures informatiques: "Disque 600Go Hitachi C10K600 SAS 2.5""	4 800,00 \$	Négocié de gré à gré

Micro Logic	Acquisition de fournitures informatiques: "(724087-B21) HP BL460c Gen8 E5-2609v2 1P 16GB Svr Blade".	3 912,80 \$	Négocié de gré à gré
Micro Logic	Imprimante Xerox Phaser 4600/DT - Monochrome - Recto-verso.	1 949,75 \$	Négocié de gré à gré
Micro Logic	Ordinateur portable Lenovo Thinkpad x240i - Windows 8.1 Pro OEM français 64 bits.	1 325,00 \$	Négocié de gré à gré
Micro Logic	Acquisition de fournitures informatiques: "PDU Eaton EMI102-10". (2)	1 070,00 \$	Négocié de gré à gré
Ndeye Faty Sarr	SAP-2014-10: Services professionnels en analyse quantitative et qualitative.	10 000,00 \$	Négocié de gré à gré
NEDCO	Acquisition de fournitures informatiques: "Fluke LinkRunner AT 2000. Code de l'article : FLUNLIU LRAT-2000".	1 875,00 \$	Négocié de gré à gré
Numeriqca inc.	Impression de 15 000 signets promotionels "Les normes du travail : mieux les comprendre pour mieux s'entendre".	1 107,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Octopus-ITSM.com inc.	Renouvellement pour l'utilisation du logiciel Octopus. 62 Licences standard. Période du 1er avril 2014 au 31 mars 2015.	23 964,00 \$	Négocié de gré à gré
Oracle Canada ULC	Contrat de service SUN-CA1007909 pour librairie SUN SL500 de Montréal pour la période du 2014-07-10 au 2015-07-09.	5 094,13 \$	Négocié de gré à gré
PDF Tools AG	Assistance technique et mise à jour des licences "PDF Tools AG".	1 024,54 \$	Négocié de gré à gré
Recyclage Vanier	2014-2015 - Service de destruction de papiers confidentiels hors site. Une visite aux 2 semaines au siège social 400 JL. 10 cabinets fournis (période du 01 août 2014 au 31 juillet 2017) incluant les boîtes de la gestion documentaire.	7 500,00 \$	Négocié de gré à gré
Reprographic La touche finale	Banderolle imprimée en vinyle souple - 15 oz lisse avec oeilletons au 17 po (197 po x 31 po).	1 950,85 \$	Négocié de gré à gré
Sani-Fontaines	2015-04-01 au 2018-03-31: Entretien de 34 fontaines d'eau localisées à 11 emplacements de la Commission des normes du travail (voir emplacements et devis en annexe)	9 894,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Sani-Fontaines	Achat et installation de 15 détecteurs de fuite pour fontaines (Leak Contrôller).	2 173,25 \$	Négocié de gré à gré
Sencha inc.	5 licences pour développeurs du logiciel "Sencha Architect 3.x"	2 214,58 \$	Négocié de gré à gré

Shred-it - Montréal	2014/12/15 au 2017/10/31 : Destruction sur place de documents confidentiels.	1 000,00 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Shred-it - Montréal	Service de destruction de papiers confidentiels sur place à Montréal du 1er avril 2014 au 31 juillet 2014.	1 000,00 \$	Négocié de gré à gré
SMA-Docimage inc.	Service d'assistance technique annuelle pour le système d'imagerie et de gestion documentaire de la DGAJ (ADAJ).	17 573,85 \$	Négocié de gré à gré
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Travaux d'insonorisation et ajout d'un système de masquage sonore à la direction régionale Trois-Rivières.	9 864,99 \$	Négocié de gré à gré
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Remplacement du climatiseur de la salle des serveurs au bureau de Trois-Rivières. No. de projet: 272464-1.	7 288,00 \$	Négocié de gré à gré
SOQUIJ - Société québécoise d'information juridique	Renouvellement 2014-2015 forfait Juris.doc. et banque SOQUIJ pour Québec.	6 708,00 \$	Négocié de gré à gré
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	SAP-2014-05: Services professionnels pour la réalisation d'un sondage dans le but d'évaluer la compréhension du message véhiculé par la campagne d'information annuelle Qu'est-ce que je fais?	5 600,00 \$	Négocié de gré à gré
Supremex inc.	Impression d'enveloppes beiges avec fenêtre #10 pour D.G.A.J. Montréal (5 000). Impression d'enveloppes beiges avec fenêtre # 9 pour D.G.A.J. Montréal (5 000).	2 317,85 \$	Appel d'offres sur invitation
Supremex inc.	Impression d'enveloppes avec fenêtre. (5 000).	1 297,30 \$	Appel d'offres sur invitation
Supremex inc.	Impression d'enveloppes no. 10 sans adresse avec fenêtre 4 1/8" X 9 1/2" pour les bureaux régionaux. (35 000).	1 251,25 \$	Appel d'offres sur invitation
Supremex inc.	Impression d'enveloppe no. 10 sans adresse avec fenêtre 4 1/8" X 9 1/2" pour les bureaux régionaux. (35 000).	1 251,25 \$	Appel d'offres sur invitation
Technologies Metafore inc. (Microserv)	Abonnement annuel au service "Mobinet TrueOffice" de Route 1 pour la période du 30 septembre 2014 au 29 septembre 2015.	4 500,00 \$	Négocié de gré à gré
Teknion Roy & Breton inc.	Table de conférence " BATEAU ", 2 socles, 48 po. x 96 po. incluant livraison et installation.	3 402,85 \$	Négocié de gré à gré
Université de Montréal	Entente de commandite pour remise d'une bourse d'étude.	2 000,00 \$	Négocié de gré à gré
Université Laval	Entente de commandite 2014-2015 avec l'université Laval pour la remise d'une bourse d'étude.	2 000,00 \$	Négocié de gré à gré

VGA Communication inc.	Acquisition d'un projecteur multimédia Panasonic PT-LW330.	1 550,00 \$	Négocié de gré à gré
Xavier Dachez, photographe	Services professionnels d'un photographe pour la journée thématique sur le harcèlement psychologique du 12 juin 2014.	1 050,00 \$	Négocié de gré à gré
Xerox Canada inc.	2014-11-17 au 2019-11-16 Location imprimante multifonctions couleur Xerox WC7835 + coût copies.	21 699,60 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Xerox Canada inc.	2015-02-01 au 2020-01-31 : Location imprimante multifonctions couleur WC7835 de Xerox Canada + coût copies.	15 594,60 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
Xerox Canada inc.	2015-02-01 au 2020-01-31 : Location imprimante multifonctions couleur WC7835 de Xerox Canada, incluant module de télécopie + coût copies.	14 245,20 \$	Appel d'offres public par le biais du CSPQ
ZOHO Corporation	Frais annuels d'inscription pour l'application "ManageEngine" du 29 août 2014 au 29 août 2015.	2 283,01 \$	Négocié de gré à gré

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 8

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Appel d'offres public	Mode d'adjudication	Soumissionnaires	Prix soumis
QC-SPP-2015-02 : Acquisition d'assurances de dommages	Plus bas prix conforme	Appel d'offres en cours	
QC-SPP-2014-17 : Modernisation du site Internet de la Commission des normes du travail.	Qualité minimale et prix le plus bas	Libéo inc.*	31 500,00 \$
		Société Telus Communications	Non disponible
		Brad inc.	Non disponible
QC-SPB-2014-06 : Mise en place d'un système de gestion de l'apprentissage.	Prix ajusté le plus bas	Ellicom inc.*	98 856,00 \$
		Edu-Performance Canada	Non disponible

* Adjudicataire du contrat

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 9

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui font l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucun contrat n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme pour la période visée.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 10

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Sans objet.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 11

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) fournir pour 2014-2015

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société d'état et/ou d'une entreprise relevant du ministère;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 12

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;**
- b) la nature du projet;**
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.**
- j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.**
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Durant l'année financière 2014-2015, aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ n'a été initié au sein de l'organisme.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 13

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;**
- b) le mobilier de bureau;**
- c) l'ameublement;**
- d) la décoration et l'embellissement;**
- e) le distributeur d'eau de source;**
- f) le remboursement des frais de transport;**
- g) le remboursement des frais d'hébergement;**
- h) le remboursement des frais de repas;**
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;**
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**
 - I. au Québec;**
 - II. à l'extérieur du Québec.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

a) La photocopie

Coût en 2014-2015 : 5 451 \$

b et c) le mobilier de bureau et l'ameublement

Aucun coût en 2014-2015

d) la décoration et l'embellissement

Aucun coût en 2014-2015

e) le distributeur d'eau de source

Aucun coût en 2014-2015

f), g) et h) le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas

Coût en 2014-2015 : 46 207 \$

i) remboursement des frais d'alcool et des fêtes

Aucun coût en 2014-2015

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. au Québec,

Coût en 2014-2015 : 9 051 \$

II. à l'extérieur du Québec.

Aucun coût en 2014-2015

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 14

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

- a) d) e) f) g) h) k) et l)
le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés :

Nombre total : 152;
Coût d'acquisition : 5 680,48 \$;
Coût d'utilisation : 436,87 \$;
Nom des fournisseurs : *Rogers Direct (Rogers)* et *B-tel (Bell)*;
Coût des contrats téléphoniques : 36 871,25 \$;
Le nombre de minutes utilisées : 289 238,2;
Les coûts de résiliation : 400,00 \$;
Le coût des frais d'itinérance : 37,69 \$.

- b) d) e) f) g) h) i) j) l)
le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés :

Nombre total : 231;
Coût d'acquisition : 38 989,05 \$;
Coût d'utilisation : 180 \$;
Nom des fournisseurs : *Micro Logic*, *Dell*, *Hypertec* et *Rogers*;
Les coûts de résiliation : 0 \$;
Le coût des frais d'itinérance : (voir téléphones cellulaires et intelligents).

- c) **le nombre de téléavertisseurs utilisés :**

Aucun.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 15

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus).
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins).
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel).
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi).
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires argent, vacances);
 - Le coût moyen par employé selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel).
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi).
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique).
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, le cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers).

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

15-A : Voir annexe

15-B : Voir annexe

15-C : Nombre de jours de maladie par catégorie d'emploi :

Cadres	83,5 jours
Professionnels	1656 jours
Fonctionnaires	2370,5 jours
Total	<u>4110 jours</u>

15-D : Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus par catégorie d'emploi.

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Moins de 10 jours	5	42	113	160
10 à 50 jours	8	104	96	208
50 à 100 jours	9	38	23	70
100 jours et plus	6	32	20	58
Total	28	216	252	496

15-E :

Nombre d'heures supplémentaires compensées

Professionnels	1553,69 heures (65 373,51 \$)
Fonctionnaires	1108,59 heures (42 376,11 \$)

Nombre d'heures supplémentaires payées

Professionnels	776,47 heures (35 390,51 \$)
Fonctionnaires	774,33 heures (29 696,99 \$)

15-F

Nombre de jours de vacances pris par catégorie d'emploi :

	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	mars	total
Cadres	70,0	33,0	68,5	194,0	223,5	24,5	5,0	21,5	45,5	10,0	21,5	22,5	739,5
Prof.	320,0	156,5	450,5	859,0	1414,5	264,0	163,0	69,5	418,0	103,5	167,5	203,5	4589,5
Fonct.	314,0	232,0	453,0	914,0	1357,5	322,5	258,0	152,0	562,5	185,5	153,5	140,0	5044,5
Total	704,0	421,5	972,0	1967	2995,5	611,0	426,0	243,0	1026,0	299,0	342,5	366,0	10373,5

15-G : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus par catégorie d'emploi.

	Cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Moins de 10 jours	12	113	128	253
10 à 50 jours	14	56	71	141
50 à 100 jours	1	5	0	6
100 jours et plus	1	1	0	2
Total	28	175	199	402

15-H : Non-pertinent à l'exercice d'étude des crédits.

15-I

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

15-J Voir annexe

15-K Année financière 2014-2015 : 38

15-L Année financière 2014-2015 : 5

15-M: Voir annexe

15-N La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

15-O La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

15-P La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 15-A						
LIBELLÉ DE LA DEMANDE : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus						
CATÉGORIES :	CADRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES	
ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Nombre personnel masculin (142 personnes) (36,3%)	15	10,6	65	45,8	62	43,7
Nombre personnel féminin (263 personnes) (63,7%)	15	5,7	114	43,3	134	51,0
Total de l'effectif : (405 personnes)	30	7,4	179	44,2	196	48,4
Nombre de personnes handicapées (17 personnes) (4,2%)	0	0,0	4	23,5	13	76,5
Nombre de personnes anglophones (5 personnes) (1,2%)	0	0,0	1	20,0	4	80,0
Nombre de personnes de communautés culturelles (51 personnes) (12,6%)	0	0,0	16	31,4	35	68,6
Nombre de personnes autochtones (3 personnes) (0,7%)	0	0,0	1	33,3	2	66,7

NOTE : % SUR UN EFFECTIF RÉGULIER DE PERSONNES. Toutes les données concernant le personnel de la Commission des normes du travail proviennent d'un rapport SAGIR au 6 mars 2015.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 15-B						
LIBELLÉ DE LA DEMANDE : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); moins de 35 ans						
CATÉGORIES :	CADRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES	
ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Nombre personnel masculin (18 personnes) (34,6%)	0	0,0	12	66,7	6	33,3
Nombre personnel féminin (34 personnes) (65,4%)	0	0,0	18	52,9	16	47,1
Total de l'effectif : (52 personnes)	0	0,0	30	57,7	22	42,3
Nombre de personnes handicapées (0 personne)	0	0,0	0	0,0	0	0
Nombre de personnes anglophones (0 personne)	0	0,0	0	0,0	0	0
Nombre de personnes de communautés culturelles (5 personnes) (9,6%)	0	0,0	2	40,0	3	60,0
Nombre de personnes autochtones (0 personne)	0	0,0	0	0,0	0	0

NOTE : % SUR UN EFFECTIF RÉGULIER DE PERSONNES. Toutes les données concernant le personnel de la Commission des normes du travail proviennent d'un rapport SAGIR au 6 mars 2015.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 15-J et M				
ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions); m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);				
RÉGION	Cadres	Professionnels	Personnel de bureau et techniciens	Total
Bas-St-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1	5	7
Saguenay-Lac-St-Jean	0	5	6	11
Capitale-Nationale	2	7	16	25
Québec – siège social	15	93	41	149
Chaudière-Appalaches	0	3	3	6
Mauricie–Centre-du-Québec	1	3	4	8
Estrie	1	3	4	8
Montréal	9	63	91	163
Montérégie	0	13	21	34
Laval	0	10	2	12
Laurentides	1	3	12	16
Lanaudière	0	3	8	11
Outaouais	0	2	1	3
Abitibi–Témiscamingue–Nord-du-Québec	0	0	2	2
Côte-Nord	0	0	2	2
TOTAL	30	209	218	457

Données au 6 mars 2015

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 16

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2014-2015, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour des contrats.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

16-A

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

16-B

Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 22

16-C

Estimation du nombre de départs à la retraite 2015-2016 : 25

Estimation du nombre de départs à la retraite 2016-2017 : 20

Aucune indemnité de retraite ne sera versée.

16-D

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats en cours de l'année 2014-2015 : 1

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 17

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) la superficie totale réellement occupée;**
- d) la superficie inoccupée;**
- e) le coût de la location au mètre carré;**
- f) le coût total de ladite location;**
- g) le coût d’aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2014.
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- h) la durée du bail;**
- i) le propriétaire de l’espace loué;**
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Région 01 (Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles de-la-Madeleine)

- Adresse: 597, avenue du Phare Est, bureau 200, Matane (Québec) G4W 4L6
- Superficie locative : 321,93 m²
- Coût total annuel de location : 83 078,64 \$
- Coûts d’aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 378,25 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2017-03-31
- Propriétaire : 9272-4053 Québec Inc.

Région 02 (Saguenay–Lac-St-Jean)

- Adresse: 2655, boulevard du Royaume, Jonquièrre (Québec) G7S 4S9
- Superficie locative : 493,86 m²
- Coût total annuel de location : 56 810,88 \$
- Coûts d’aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 635 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2015-04-22
- Propriétaire : Gestion Faubourg Sagamie Inc.

Région 03 (Québec)

- Adresse: 400, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8W1
- Superficie locative : 5 845,37 m²
- Coût total annuel de location : 958 468,92 \$
- Coûts d’aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 465 379,03 \$

Région 04 (Mauricie–Centre-du-Québec)

- Adresse: 100, rue Laviolette, bureau 310, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
- Superficie locative : 567,56 m²
- Coût total annuel de location : 77 745,12 \$
- Coûts d’aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 54 810.36 \$
- Durée du bail : Édifice appartenant à la SQI
- Propriétaire : Société québécoise des infrastructures (SQI)

Région 05 (Estrie)

- Adresse: 200, rue Belvédère, Nord, bureau 1.01, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9
- Superficie locative : 321,96 m²
- Coût total annuel de location : 67 800,36 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 41 830,43 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2019-07-14
- Propriétaire : 2423-5632 Québec Inc.

Région 06 (Montréal)

Adresse : 500, boul. René-Lévesque, 8^e, 14^e, 24^e, 25^e et 26^e étages, Montréal (Québec) H2Z 2A5

- Superficie locative : 5 541,31 m²
- Coût total annuel de location : 1 938 607,56 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 8 015,39 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2038-03-31
- Propriétaire : Édifice 500 René-Lévesque Ouest, Senc.

Région 07 (Outaouais)

- Adresse : 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 7.350, Gatineau (Québec) J8X 4C2
- Superficie locative : 280,05 m²
- Coût total annuel de location : 68 451,60 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : **Aucun**
- Durée du bail : Édifice appartenant à la SQI
- Propriétaire : Société québécoise des infrastructures (SQI)

Région 08 (Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec)

- Adresse : 180, Boul. Rideau, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9
- Superficie locative : 173,95 m²
- Coût total annuel de location : 36 050,88 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : **Aucun**
- Durée du bail : Édifice appartenant à la SQI
- Propriétaire : Société québécoise des infrastructures (SQI)

Région 09 (Côte-Nord)

- Adresse: 975, rue Nouvel, Baie-Comeau (Québec) G5C 2C9
- Superficie locative : 206,80 m²
- Coût total annuel de location : 28 669,68 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : **Aucun**
- Durée du bail : Édifice appartenant à la SQI
- Propriétaire : Société québécoise des infrastructures (SQI)

Région 12 (Chaudière–Appalaches)

- Adresse: 1112, boul. de la Rive-Sud, bureau 100, Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6
- Superficie locative : 380,33 m²
- Coût total annuel de location : 55 660,32 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 1 267,94 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2016-03-31
- Propriétaire : 9302-7399 Québec inc.

Région 13 (Laval)

- Adresse: 1200, boulevard Chomedey, bureau 810, Laval (Québec) H7V 3R9
- Superficie locative : 652,67 m²
- Coût total annuel de location : 163 651,80 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : **Aucun**
- Durée du bail : le bail prend fin le 2016-06-30
- Propriétaire : Desjardins Sécurité financière Cie Ass. Vie

Région 14 (Lanaudière)

- Adresse: 1679, chemin Gascon, Terrebonne (Québec) J8X 3Z6
- Superficie locative : 514,97 m²
- Coût total annuel de location : 79 955,28 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : 515,93 \$
- Raccordement de fontaines d'eau au système d'aqueduc : 515,93 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2016-06-30
- Propriétaire : Icar Immobilier Ltée

Région 15 (Laurentides)

- Adresse: 10 rue Saint-Joseph, local 305, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2M9
- Superficie locative : 507,44 m²
- Coût total annuel de location : 125 678,28 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 : **Aucun**
- Durée du bail : le bail prend fin le 2016-09-30
- Propriétaire : Place Lapointe Inc.

Région 16 (Montérégie)

- Adresse: 101, boul. Roland-Therrien, bureau 300, Longueuil (Québec) J4H 4B9
- Superficie locative : 1 041,93 m²
- Coût total annuel de location : 281 464,44 \$
- Coûts d'aménagements réalisés depuis avril 2014 : 1 480,57 \$
- Durée du bail : le bail prend fin le 2019-05-31
- Propriétaire : Portefeuille Immobilier Canadien Manuvie

Note : Le coût total annuel de location inclut les frais d'administration de la SQL.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 18

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- e) la ou les dates des travaux;**
- f) les coûts;**
- g) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucune dépense de cette nature en 2014 -2015

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 19

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Sans objet.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 20

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) la circonscription électorale;**
- c) le montant attribué;**
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Sans objet.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 21

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Il n'y a aucun employé hors structure rémunéré par la Commission des normes du travail et qui n'occupe aucun poste à la Commission.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 22

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 23

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme public, (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.) fournir pour 2014-2015, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2015-2016;**
- c) par catégorie d'âge.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 24

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale;**
- e) l'assignation actuelle;**
- f) la date de l'assignation hors structure;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

a) Nom :	b) Poste occupé et nom de l'organisme :	c) Salaire :	d) Assignation initiale	e) Assignation actuelle :	f) Date de l'assignation :	g) Date fin de l'assignation :
Lemieux, Jean- Guy	Directeur des affaires intergouvernementales et autochtones à la Société d'habitation du Québec	129 136\$	Conseiller- cadre	Directeur des affaires intergouvernementales et autochtones à la Société d'habitation du Québec	2015-02-02	2016-01-30
Fournier, Christian	Soutien-conseil en développement du service de la formation continue du Cégep de Matane	91 782\$	Directeur adjoint de la Direction territoriale de l'Est-du- Québec	Soutien-conseil en développement du service de la formation continue du Cégep de Matane	2015-01-05	2016-02-20

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 25

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

a), b) et c) le coût de chacun, le fournisseur et la nature du service

<u>Abonnements</u>	<u>Fournisseurs</u>	<u>Coût</u>
Le Soleil, le Devoir, la Presse et le Journal de Québec	Med Jal inc. et Métro Centre-Ville	632
Revue de presse électronique et écrite	Communication Démon Inc.	<u>8 986</u>
Total :		<u>9 618</u> \$

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 26

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucune dépense de cette nature en 2014-2015.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 27

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

- a) www.cnt.gouv.qc.ca
- b) Firmes : Les Productions Ô Marius!, iXmédia, R. Design inc.
- c) Coûts : 4 220 \$
- d) Mise à jour et entretien (coûts interne et externe) : 65 366,31 \$ (1^{er} avril 2014 au 28 février 2015)
Hébergement : 67 152 \$ (pour 12 mois, soit du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015)
- e) Quatre refontes :
 - 1^{ère} refonte :**
Firme : Sysmédia
Coûts : 5 500 \$
Motif. : Obligation du SCT d'utiliser les gabarits de création des pages Web, ajout d'information.
 - 2^e refonte :**
Firme : Néomédia
Coûts : 10 000 \$
Motif. : Souci de convivialité du site, modification de la structure informationnelle du site, adaptation au programme d'identification visuelle (PIV) du gouvernement, modification de la signature visuelle du site.
 - 3^e refonte :**
Firme : BMG Multimédia, LXB Communications Marketing
Coût : 93 000 \$
Motif. : Création d'outils interactifs pour les utilisateurs, modification de la structure informationnelle du site, modification de la signature visuelle du site
 - 4^e refonte :**
Firme : Nurun Inc.
Coûts : 371 294 \$ externe et 289 505 \$ interne
Motif. : Actualiser l'offre de services en ligne de la Commission afin de faire valoir sa mission d'information

- f)** Non pertinent pour l'exercice de l'étude de crédits.
- g)** Mises à jour selon les modifications aux dispositions de la Loi, les nouvelles publications, etc.
- h)** Direction des communications.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 28

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;**
- b) le nom de la personne;**
- c) les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) le résultat du travail effectué;**
- f) les échéances prévues;**
- g) les sommes impliquées.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucune nomination de mandataire, d'émissaire, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs depuis le 1^{er} avril 2014.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 29

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Non applicable.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 30

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou l'article de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **rapport annuel 2014-2015** des ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 31

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- **le coût (déplacements, etc.);**
- **le nombre de ressources affectées;**
- **le nombre de rencontres;**
- **le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Sans objet.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 32

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 33

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 34

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **rapport annuel 2014-2015** des ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 35

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 36

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La Commission n'a reçu aucune somme en 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 37

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Pour l'année 2014-2015, le montant total des primes au rendement et des bonis est de 65 603,91 \$

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 38

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrats.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Aucune prime de départ n'a été accordée en 2014-2015.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 39

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 40

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 41

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**
- c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 42

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

1. Comité interministériel sur le deuil périnatal

Liste des membres :

- Katerine Duchesne, Direction du personnel syndiqué – MSSS;
- Ghislaine Gagnon, Direction des affaires juridiques – MESS, MJQ;
- Josée Marotte, Direction des politiques du travail – MTRAV;
- Jacinthe Roberge, Direction du développement des politiques – MFA;
- Mélanie Savoie, Direction des politiques des prestations – MESS;
- Yves Tremblay, Direction de la politique sociale – MFEQ;
- Shadi Wazen, Secrétariat général – CGAP;
- Jean-François Côté, Commission des normes du travail.

Mandat :

Analyser les implications législatives et financières que soulève la question du deuil périnatal, et ce, dans une perspective plus large que le Régime québécois d’assurance parentale. Le comité devra notamment identifier différentes pistes de solutions et évaluer les impacts législatifs et financiers qui leur sont associés. Le comité devra aussi produire un rapport faisant état des discussions et rendre compte aux autorités des travaux effectués.

Budget et honoraires : s/o

2. Comité interministériel pour l’élaboration du plan d’action concerté de lutte contre l’intimidation

Liste des membres :

Ministère de la Famille	Anne Roberge Directrice du développement des politiques – Famille
Secrétariat aux Aînés	Marie-Josée Poulin Directrice du secrétariat aux aînés
Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport – Éducation	Paule Mercier Directrice de l’adaptation scolaire, des services complémentaires et de l’intervention en milieu défavorisé
Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport – Loisir et Sport	Michel Fafard Directeur de la promotion de la sécurité
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Natalie Rosebush Directrice générale adjointe des Services aux aînés

Secrétariat à la jeunesse	Frederico Fonseca Directeur des politiques et des relations interministérielles
Ministère de la Justice	Renée Madore Directrice des orientations et politiques
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de la science	Jean-François Noël Directeur de la planification et des politiques
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	Martine Faille Directrice générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion
Ministère de la Sécurité publique	Catherine Fournier Directrice de la prévention et de l'organisation policière
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Jessy Baron Directeur général adjoint aux affaires territoriales
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Secrétariat du travail	Steeve Audet Directeur des politiques du Travail et Directeur du Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
Secrétariat aux affaires autochtones	Lucien-Pierre Bouchard Directeur général Relations avec les Autochtones et initiatives économiques
Ministère du Conseil exécutif	Jérôme Thibault Directeur général adjoint Secrétariat à la communication gouvernementale Réjean Houle Directeur des priorités et des projets stratégiques
OPHQ	Monique Savoie Directrice de l'intervention collective régionale de l'Est
<u>Mandat :</u> Le mandat du comité est d'élaborer de façon concertée un plan d'action gouvernemental destiné à prévenir l'intimidation et à lutter efficacement contre celle-ci. Le plan proposera des actions se situant en amont et en appui aux interventions gouvernementales et à la législation existante.	
<u>Budget et honoraires :</u> s/o	

3. Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers peu spécialisés

Liste des membres

Il est composé d'un représentant de chacun des M/O suivants : la Commission des normes du travail, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, du ministère du Travail, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Relations internationales, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Mandat

Ce comité se penche sur la protection d'une catégorie de travailleurs migrants.

Il mène à des actions communes d'information, particulièrement auprès des travailleurs étrangers peu spécialisés (dépliants, capsules vidéo).

Budget et honoraires

s/o

4. Le comité directeur du Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)

Liste des membres

Comité directeur :

Madame Josée Dupont, vice-présidente aux opérations, CSST
Monsieur Pierre St-Michel, vice-président aux services à la clientèle, CARRA
Madame Isabelle Merizzi, vice-présidente aux services à la clientèle, RRQ1
Madame Nicole Bourget, vice-présidente et directrice générale des particuliers, RQ 2
Monsieur Paul Marceau, vice-président aux services aux personnes assurées, RAMQ
Madame Célyne Girard, vice-présidente à l'accès au réseau routier, SAAQ
Monsieur Michel Beaudoin, vice-président aux services à la clientèle, CNT

Mandat

- faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens;
- diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental.

Forum des dirigeants :

Monsieur Christian Goulet, président-directeur général, CARRA
Monsieur Michel Després, président du conseil d'administration et chef de la direction, CSST
Monsieur Jean St-Gelais, président-directeur général, CNT³
Monsieur Jacques Cotton, président-directeur général, RAMQ
Monsieur Norman Johnston, président-directeur général, RRQ⁴
Monsieur Gilles Paquin, président-directeur général, RQ
Madame Nathalie Tremblay, présidente et chef de la direction, SAAQ

¹ Nomination le 10 novembre 2014.

² Nomination le 18 août 2014.

³ Nomination le 24 avril 2014.

⁴ Nomination le 12 février 2015.

Budget et honoraires

Selon le protocole d'entente relatif à la gestion financière du Centre d'expertise des grands organismes établi entre les présidents du Forum des dirigeants, le financement des activités du Centre est assuré par les sept organismes participants, au moyen de cotisations annuelles fixées de manière à répartir le budget autorisé des dépenses de fonctionnement selon les pourcentages prédéfinis.

5. Comité tactique sur les agences de placement (SQ-MESS-CNT-RQ)

Liste des membres

Monsieur Juan-Manuel Diz-Grana, responsable aux opérations (CNT)
Monsieur José Bernard, directeur principal au renseignement (Revenu Québec)
Monsieur Alain Rheault, chef de service (MESS)
Monsieur Vincent Rodrigue, lieutenant (SQ)

Mandat :

Le mandat du Comité Tactique sur les agences de placement de personnel est de mettre en commun les informations et les ressources de chacun des partenaires et dans la mesure du possible, de travailler certains dossiers en partenariat. Lors des réunions, les membres mettent à jour le tableau des enquêtes actives, discutent des dossiers et décident des priorités et des marches à suivre. En ce qui nous concerne, cela a eu comme résultat l'opération de la SQ le 25 mars contre un réseau d'agence et plusieurs collaborations avec le MESS et Revenu Québec.

Budget et honoraires

s/o

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 43

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 44

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2014-2015 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédit 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 45

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Liste des situations en 2014-2015 où s’est appliqué le principe du cran d’arrêt, tel qu’il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 46

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 47

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Ventilation du budget du ministère consacré à l’élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2014-2015 et prévision pour 2015-2016.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2014-2015 seulement.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 48

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.

Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 49

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :

- a) la dépense totale (opération et capital);**
- b) les grands dossiers en cours;**
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

- a) le grand total des ressources informationnelles est de 9 718,5 k\$ et le total des dépenses est de 11 103,2 k\$;
- b) les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>);
- c) sans objet;
- d) voir la réponse de la question 11.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 50

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite n'a été accordée en 2014-2015

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 51

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Concernant le taux d'absentéisme il y a une seule donnée globale de disponible au 30 septembre 2014 soit, 6,75%*.

*Incluent les absences en maladie, invalidité 1^{re} année et invalidité 2^e année.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 52

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l’annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l’information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d’au minimum 2% de leur niveau d’effectifs;**
- b) du chantier suite à la révision et l’optimisation des structures et des organismes de l’État;**
- c) des autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d’encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

RÉPONSE À LA DEMANDE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 53

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d’atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

L'information sera présentée au **rapport annuel 2014-2015** des ministères et organismes.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 54

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Pour chaque ministère et organisme public, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE À LA DEMANDE :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.